BOUCHES DU RHONE

POUR UN VRAI SERVICE PUBLIC FISCAL ET FONCIER NON A LA DISPARITION DU SITE DE « SAINTE ANNE »

Suite au changement de majorité présidentielle et certainement législative, la vente du site de Sainte Anne à Marseille doit être remise en cause.

Les organisations syndicales ont d'ores et déjà saisi les nouveaux responsables politiques (Jean-Marc Ayrault premier ministre, Pierre Moscovici ministre de l'économie, des finances… et Marie-Arlette Carlotti ministre délégué chargée des handicapés) afin qu'ils reviennent sur la décision prise par le gouvernement Sarkosy de « brader » l'un des plus gros sites des Finances Publiques de France.

La DRFiP des Bouches du Rhône ne veut rien entendre et sous prétexte d'attendre un contre ordre venant de la centrale, veut accélérer les premiers déménagements de services notamment le pôle CE qui devrait « faire ses bagages » début juillet. A l'issue de nombreuses AG et de rencontres avec la direction (mais pas sa directrice qui fait la sourde oreille…), une forte majorité des personnels du PCE a décidé de se mettre en grève avec solidarité financière début juillet !

Ce type d'opération a déjà fait ses preuves notamment lors du conflit du CDIF-Marseille Sud et permet de s'inscrire dans la durée sans pour autant mettre à mal les finances des agents concernés.

Dès la semaine prochaine, les organisations syndicales vont « réactiver » le compte de solidarité ouvert lors de ce conflit (il reste encore pas mal d'argent disponible) et organiser la mise en place de la collecte de fonds !

Compte tenu de la dégradation des conditions de travail des agents occasionnée par la création de la DGFiP et des nombreuses restructurations immobilière, le maintien opérationnel du site de Sainte Anne serait une sérieuse bouffée d'oxygène pour les personnels des Finances mais pourquoi pas aussi d'autres services Publiques.

La mobilisation de tous les agents du département contraindra l'administration à renoncer à son funeste projet. S'il faut en arriver au blocage du site, nous n'hésiterons pas à nous engager dans ce type d'action.

SAINTE ANNE RESTERA UN SITE ADMINISTRATIF !

LES AGENTS SOUSSIGNES :

- ***Exigent l'abandon pur et simple de la mise en vente du site de Sainte Anne***
- ***S'engagent à soutenir financièrement l'action de leurs collègues du pôle CE de ce site***

NOM	PRENOM	SERVICE	SIGNATURE

BOUCHES DU RHONE

POUR UN VRAI SERVICE PUBLIC FISCAL ET FONCIER
NON A LA DISPARITION DU SITE DE « SAINTE ANNE »

Suite au changement de majorité présidentielle et certainement législative, la vente du site de Sainte Anne à Marseille doit être remise en cause.

Les organisations syndicales ont d'ores et déjà saisi les nouveaux responsables politiques (Jean-Marc Ayrault premier ministre, Pierre Moscovici ministre de l'économie, des finances… et Marie-Arlette Carlotti ministre délégué chargée des handicapés) afin qu'ils reviennent sur la décision prise par le gouvernement Sarkosy de « brader » l'un des plus gros sites des Finances Publiques de France.

La DRFiP des Bouches du Rhône ne veut rien entendre et sous prétexte d'attendre un contre ordre venant de la centrale, veut accélérer les premiers déménagements de services notamment le pôle CE qui devrait « faire ses bagages » début juillet. A l'issue de nombreuses AG et de rencontres avec la direction (mais pas sa directrice qui fait la sourde oreille…), une forte majorité des personnels du PCE a décidé de se mettre en grève avec solidarité financière début juillet !

Ce type d'opération a déjà fait ses preuves notamment lors du conflit du CDIF-Marseille Sud et permet de s'inscrire dans la durée sans pour autant mettre à mal les finances des agents concernés.

Dès la semaine prochaine, les organisations syndicales vont « réactiver » le compte de solidarité ouvert lors de ce conflit (il reste encore pas mal d'argent disponible) et organiser la mise en place de la collecte de fonds !

Compte tenu de la dégradation des conditions de travail des agents occasionnée par la création de la DGFiP et des nombreuses restructurations immobilière, le maintien opérationnel du site de Sainte Anne serait une sérieuse bouffée d'oxygène pour les personnels des Finances mais pourquoi pas aussi d'autres services Publiques.

La mobilisation de tous les agents du département contraindra l'administration à renoncer à son funeste projet. S'il faut en arriver au blocage du site, nous n'hésiterons pas à nous engager dans ce type d'action.

SAINTE ANNE RESTERA UN SITE ADMINISTRATIF !

LES AGENTS SOUSSIGNES :

- ***Exigent l'abandon pur et simple de la mise en vente du site de Sainte Anne***
- ***S'engagent à soutenir financièrement l'action de leurs collègues du pôle CE de ce site***

NOM	PRENOM	SERVICE	SIGNATURE